

**Direction des Affaires Locales,  
Juridiques et de l'Environnement**

Bureau de l'Environnement  
et de l'Urbanisme

-----  
**Arrêté complémentaire**

Suivi du  
Centre de stockage de déchets ménagers  
et assimilés de Montceau les Mines

-----  
**Communauté urbaine Creusot  
Montceau  
Château de la Verrerie  
BP 69  
71206 Le Creusot Cedex**  
-----

**LA PREFETE DE SAONE ET LOIRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu le Code de l'Environnement -livre V -titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 79-1896 en date du 12 décembre 1979 autorisant la Communauté Urbaine Le Creusot – Montceau-les-Mines à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire des communes de Montceau-les-Mines et Sanvignes-les-Mines ;
- Vu le dossier de cessation d'activité présenté le 10 juin 2002, complété en dernier ressort le 26 octobre 2005 par la Communauté urbaine Creusot Montceau ;
- Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 mai 2006 ;
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 8 juin 2006 ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets ménagers exploitée par la CUCM est susceptible d'avoir un impact sur l'environnement pendant plusieurs années après la fin d'exploitation ;

Considérant que la surveillance des impacts sur l'environnement doit faire l'objet d'un suivi et qu'il y a en conséquence lieu d'en définir les modalités ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

**ARRETE**

**ARTICLE 1 -**

La Communauté Urbaine Creusot Montceau est tenue de respecter dans le cadre du suivi post-exploitation les dispositions ci-dessous, pour le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés qu'elle a exploité sur les communes de Montceau-les-Mines, parcelle n° 152 de la section CK et Sanvignes-les-Mines, parcelle n° 100 de la section AP, lieu-dit "Les Génatas".

Les prélèvements d'échantillons et analyses prévus dans le présent arrêté doivent être effectués selon un protocole reconnu. Les analyses doivent être menées conformément aux normes AFNOR, applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.

**ARTICLE 2 -**

Le programme de suivi post-exploitation est établi pour une période d'au moins 30 ans.

Dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, l'exploitant adressera au Préfet un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées en application du présent arrêté. A cette occasion, les modalités du suivi pourront être revues, sous réserve que l'exploitant accompagne sa demande de tous les éléments justificatifs.

**TITRE I - POST EXPLOITATION****ARTICLE 3 - SUIVI DE LA COUVERTURE FINALE ET ETANG DES "GENATAS"**

Une inspection visuelle de la couverture est réalisée chaque trimestre. Chaque contrôle est notifié sur un registre avec, au minimum, la date, les observations et travaux effectués. Si nécessaire, la couverture sera renforcée. Par ailleurs, est également indiqué sur le registre le niveau de comblement de l'étang des "Génatas", par exemple en référence au volume de matériaux inertes déversés et au pourcentage de comblement.

Si, dans un délai de cinq ans, l'étang n'est pas comblé, une étude géotechnique permettant de statuer sur le risque de glissement de la digue sera réalisée et adressée à la préfecture.

**ARTICLE 4 - SUIVI DES EAUX DE SURFACE**

Le contrôle des eaux de surface est effectué par l'intermédiaire d'un prélèvement suivi d'analyse des eaux de l'étang des Génatas, tant que celui-ci existe, avec une périodicité semestrielle, sur les paramètres suivants : pH, matières en suspension totale (M.E.S.T.), carbone organique total (C.O.T.), demande chimique en oxygène (D.C.O.), demande biologique en oxygène (DBO<sub>5</sub>), azote global, phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), Cr6, arsenic, fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux et composés organiques halogénés (AOX ou EOX).

**ARTICLE 5 - SUIVI DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué de 7 piézomètres (P1, P2, P4, S1, S2, S3 et S4) implantés conformément au plan joint en annexe. Ceux-ci doivent être accessibles en toute circonstance et maintenus en bon état.

Les piézomètres S1, S2, S3 et S4 seront réalisés avant le 31 décembre 2006.

Cette surveillance comporte un relevé du niveau piézométrique et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci-après :

Point de prélèvement	Fréquence	Paramètres
Les 7 piézomètres situés conformément au plan joint en annexe	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	pH, matières en suspension totale (M.E.S.T.), carbone organique total (C.O.T.), demande chimique en oxygène (D.C.O.), demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> ), azote global, phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), Cr6, arsenic, fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux et composés organiques halogénés (AOX ou EOX)
Les 7 piézomètres situés conformément au plan joint en annexe, ainsi que l'étang des Génatas	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Relevé des niveaux piézométriques et du niveau de l'étang des Génatas

Lors de la première campagne, une analyse des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) sera réalisée. Si des anomalies devaient être constatées, ce paramètre sera ajouté dans le tableau ci-dessus et fera donc l'objet de contrôles deux fois par an.

La première campagne sera effectuée avant le 31 décembre 2006.

#### **ARTICLE 6 - TRANSMISSION DES RESULTATS :**

Les résultats des analyses pratiquées en application des articles 4 et 5 du présent arrêté doivent être transmis, après chaque campagne, à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, y compris l'étang des Génatas et d'une carte piézométrique, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension. Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, par exemple sous forme d'histogramme, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.

Les relevés des niveaux piézométriques et de l'étang des Génatas sont effectués à partir de points nivelés, en faisant référence aux cotes NGF.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, il en informe l'inspecteur des installations classées et les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée ou dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcé. Ce plan d'action devra notamment être basé sur une évaluation du risque sanitaire.

#### **ARTICLE 7 - BILAN ANNUEL**

Un bilan annuel reprenant une synthèse de tous les éléments et analyses prévus aux articles 3 à 6 du présent arrêté est adressé à l'inspecteur des installations classées. Il comprend également :

- Photographies du site,
- Synthèse des observations et descriptifs des travaux réalisés à la suite des visites prévues à l'article 3 du présent arrêté,
- Commentaires sur l'évolution de la situation.

## **TITRE II – DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 8 - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Si des restrictions d'usage n'ont pas été prises sous forme d'acte notarié de type contractuel, passées entre le propriétaire du site et l'Etat, inscrit aux hypothèques avant le 31 décembre 2011, la CUCM doit réaliser un dossier en vue de grever de servitudes d'utilité publique le site visé à l'article 1 du présent arrêté comprenant :

- une notice de présentation,
- un plan faisant ressortir le paramètre concerné par ces servitudes à une échelle d'au moins 1/2000,
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leurs affectations,
- un plan topographique à une échelle d'au moins 1/2000,
- un inventaire précis des parcelles concernées, avec pour chacune d'elle la surface concernée et les coordonnées du propriétaire,
- l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ces parties.

Ce document doit être réalisé et adressé à la préfecture de Saône et Loire pour le 31 décembre 2011.

#### **ARTICLE 9 - AUTRES CONTROLES**

Les études, analyses et travaux nécessaires au respect des titres I et II sont à la charge de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même en accord avec l'exploitant, de prélèvements et analyses

d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols. Il peut demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'installation. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. A cet effet, des conventions avec les organismes tiers visés ci-dessus seront signées. Une copie de ces conventions sera adressée à

l'inspection des installations classées avant le 31 décembre 2006.

#### **ARTICLE 10 - VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 11 - CODE DU TRAVAIL**

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'Hygiène et la Sécurité du Travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

#### **ARTICLE 12 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

#### **ARTICLE 13 - NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

#### **ARTICLE 14 - EXECUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mr. les Maires de Montceau-les-Mines et Sanvignes-les-Mines, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- Mr. les Maires de Montceau-les-Mines et Sanvignes-les-Mines
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17, avenue Jean Bertin – 21000 Dijon
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement à Dijon
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à Mâcon
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à Mâcon
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile à Mâcon
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines – inspecteur des installations classées, 206, rue Lavoisier – B.P. 2031 – 71020 Mâcon Cedex 9
- le pétitionnaire

Mâcon, le 4 juillet 2006

La Préfète